



HAL
open science

Bagdad, menace sur le patrimoine urbain

Caecilia Pieri

► **To cite this version:**

Caecilia Pieri. Bagdad, menace sur le patrimoine urbain. Moyen-Orient, 2013, 18, pp.54-58. halshs-00942974

HAL Id: halshs-00942974

<https://shs.hal.science/halshs-00942974>

Submitted on 7 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 18

Avril-Juin 2013 • 10,95 €

IRAK

DIX ANS APRÈS SADDAM

SAHARA

Un désert sous tensions

BEYROUTH

Éternelles reconstructions

TURQUIE

Le pouvoir de Fethullah Gülen

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC ALAIN DIECKHOFF

La politique intérieure israélienne

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 18 - F - 10,95 € - RD



Sommaire

Moyen-Orient n° 18 • Avril-Juin 2013

- 6 Actualités - Agenda
- 10 Regard d'Alain Dieckhoff sur la politique intérieure israélienne

DOSSIER IRAK

15

- 16 Repères Irak : Cartographie
- 18 L'Irak post-Saddam Hussein : un nouveau régime autoritaire ?
Gilles Chenève
- 24 Repères politique : Anatomie de l'imbroglie politique irakien
Karim Sadler
- 26 Un pays à la recherche de ses identités
Pierre-Jean Luizard
- 32 La société civile ou l'introuvable « printemps irakien »
Fanny Lafourcade et Hameed Nasser
- 38 « Les Irakiennes ont besoin de sécurité »
Entretien avec Haifa Zangana
- 42 Stratégies communautaires et politiques : le cas de Kirkouk
Arthur Quesnay
- 48 Le pétrole : bénédiction ou malédiction pour les Irakiens ?
Myriam Benraad
- 54 Bagdad, menace sur le patrimoine urbain
Cæcilia Pieri
- 59 L'armée irakienne, un outil au service de la stratégie américaine
Hélène Caylus

GÉOPOLITIQUE

64

- 64 Féminisme islamique : un oxymore ?
Zahra Ali
- 70 Les disciples de Fethullah Gülen
Tancrede Josseran
- 76 Le Sahara, désert habité et terre de passage
Bruno Lecoquierre

POINTS CHAUDS

83

VILLES

84

- 84 Entre destructions et reconstructions : Beyrouth, capitale du Liban
Liliane Bucciantti-Barakat

BD • LIVRES • WEB

92

10



15



64



83



84





IRAK

Des statues de Saddam Hussein attendent d'être détruites à Bagdad en 2005. © US Department of Defense

Dix ans après Saddam

Le 9 avril 2003, après une guerre éclair orchestrée par les États-Unis, le régime de Saddam Hussein s'effondra. C'était la fin d'une dictature violente, la fin annoncée (elle fut effective en 2004) d'un embargo international ayant plongé le pays dans la pauvreté. Les espoirs étaient nombreux. Dix ans plus tard, alors que les forces américaines sont parties, l'Irak tente de survivre. D'abord en tant qu'État, tandis que le nouveau régime est de plus en plus qualifié d'autoritaire (p. 18). Ensuite en tant que nation, alors que les identités religieuses s'affirment (p. 26), que la société dénonce les mauvaises conditions de vie (p. 32 et p. 48) et que les tentations séparatistes remettent en question les frontières de l'Irak postcolonial (p. 42).



Bagdad,

menace sur le

patrimoine urbain

La ville de Bagdad présente un visage paradoxal : insécurité persistante, murs de béton omniprésents, infrastructures délabrées et paupérisation du centre coexistent avec une frénésie immobilière anarchique. Jadis fluide et relativement mixte, la capitale irakienne est devenue une métropole fragmentée. Portrait d'un riche patrimoine bâti moderne qui semble voué à disparaître dans l'indifférence générale.

Comme « fermée au public » pendant près de trois décennies du fait de la dictature de Saddam Hussein (1979-2003), notamment pendant l'embargo (1990-2004), Bagdad a été révélée et, en un sens, de nouveau occultée au monde entier il y a dix ans par des images médiatiques de guerre et de désolation, relayées par celles des pillages d'administrations, de bibliothèques, d'écoles, de centres d'art... Sa réalité urbaine et architecturale concrète, sensible, qui s'étire le long des berges du Tigre dans

une horizontalité de brique et de béton ourlée de palmiers et de roseaux, reste très largement méconnue. Affirmer que Bagdad, fondée au VIII^e siècle, est dotée d'un riche patrimoine urbain moderne suscite encore souvent une franche incrédulité, y compris pour ceux qui ont fait le voyage. En effet, depuis la guerre contre l'Iran (1980-1988) et jusqu'à celle de 2003, les étrangers ne circulaient pas volontiers dans cette ville qui ne répondait pas à leurs attentes en matière d'orientalisme. La plupart d'entre eux sont littéralement passés à côté de cette vaste



Déjà endommagé par les guerres successives, le patrimoine urbain moderne de Bagdad est sur le point de disparaître. Cette bibliothèque a été incendiée et pillée en 2003.

© AFP Photo/Patrick Baz

« ville jardin » de 734 kilomètres carrés, soit plus de sept fois la surface de Paris intra-muros. Et c'est toujours le cas, dans un contexte politique pourtant différent, surtout en raison des risques de kidnapping crapuleux, véritable économie parallèle que les milliers de policiers, militaires et vigiles privés déployés dans les rues ne suffisent pas à juguler.

Des espaces sécurisés et fermés

L'Irak demeure un pays difficile d'accès et, quand on n'est ni journaliste ni homme d'affaires, les visas sont délivrés au compte-gouttes, à moins d'être invité pour une raison et une durée précises. L'étranger, qu'il soit de passage ou qu'il se soit installé à demeure dans un *compound* (quartier résidentiel fermé) comme ceux qui abritent désormais administrations, journaux, entreprises ou ambassades, circule encore la plupart du temps d'un rendez-vous ponctuel à un autre sans pouvoir flâner ni déambuler, hormis à l'intérieur d'espaces sécurisés sur le modèle du plus vaste d'entre eux, l'ancien quartier de Karradat Maryam, transformé en zone ultrafortifiée dite « verte » (*green zone*) en 2003 et aujourd'hui renommée « internationale ».

De l'habitat ottoman en brique à la typologie traditionnelle déployée autour d'une cour centrale à ciel ouvert, il ne reste que quelques quartiers où les maisons arborent en façade un décor sculpté monochrome et, à l'étage, des encorbellements à moucharabihs de bois appelés *shanashil*. La plupart datent du XIX^e-XX^e siècle ; on les trouve surtout à Bab el-Cheikh, Shorjah et Azamiya sur la rive est du Tigre, à Kraimat et Shawaqqa sur la rive ouest. À Kazimiya, quartier développé autour d'un grand sanctuaire et lieu de pèlerinage chiite, cet habitat ancien est encore massivement debout. Mais le tout est dans un tel état de délabrement qu'un plan directeur de l'agence irako-émirienne Dewan a prévu d'en raser 90 % et d'en reconstruire « à neuf » les 10 % restants.

La ville bâtie ultérieurement, entre les années 1920 et 1980, suit encore le tracé orthogonal d'origine. Comme d'autres capitales de la colonisation européenne, Bagdad fut pour ses administrateurs un laboratoire urbain à visées multiples : embellissement, hygiénisme et contrôle du territoire, avec ces *wide streets* (larges rues) décourageant toute velléité de barricade. Malgré le percement d'inévitables pénétrantes en concession à la circulation automobile (comme partout ailleurs dans le monde), c'est cette continuité dans la réglementation urbaine qui lui confère son harmonie particulière et verdoyante.





L'architecture moderne : une réinvention créative de la tradition

Le paysage résidentiel consiste en maisons basses de briques (deux étages maximum), détachées ou jumelées, entourées de jardins traditionnels à l'étagement triple avec plantes basses et fleurs, arbustes et baies, arbres pour l'ombre et les dattes. Jusqu'à la fin des années 1930, les décors sont d'une élégance servie par la virtuosité des *ustawat*, les maîtres bâtisseurs locaux. Les techniques de ciselure et bas-reliefs hérités des Mésopotamiens, qui s'exerçaient jusqu'alors sur la brique, disposent désormais de stuc et de ciment moulé, autorisant prouesses décoratives, stylisation et métissages, et puisant dans différents répertoires : mésopotamien (créneaux, redents, motifs affrontés), islamique et régional (*muqarnas*, décors tapissants) et européen, que ce soit l'éclectisme avec tous ses « néos » (néo-baroque, néo-médiévale, néo-antiquisant, néo-classique), les dérivés de l'Art déco et de l'Art nouveau, ou bien encore, à partir des années 1940, du courant allemand Bauhaus (rationalisme et fonctionnalisme). Les boiseries en teck, ferronneries et carreaux de ciment polychromes, eux, se commandent à partir de catalogues en provenance de France, d'Italie et du Royaume-Uni, car l'Irak, tout comme le Liban et la Syrie, est zone de chalandise pour le commerce européen. Ce mariage de la brique, du fer forgé et du béton traité comme élément du décor évolue dans les années 1950 vers un modernisme

international et éclectique pour s'acclimater aux baies en longueur, porte-à-faux, brise-soleil et façades ajourées en forme de moucharabihs de béton modernes. Les premiers architectes irakiens ont étudié en Occident ou en Égypte et au Liban, où leurs professeurs sont souvent suisses, français, britanniques, italiens. Ils travaillent dans des structures publiques et bâtissent mosquées, écoles, universités, ministères, sièges d'entreprises et de banques, musées, gares, bibliothèques, clubs sportifs... Dans leurs écrits et leurs réalisations, le souci de synthétiser tradition et modernité est constant, en adaptant le vocabulaire et les techniques récents aux impératifs locaux tels que lumière, circulations, rapport individu/famille. Ahmad Mukhtar (après un passage à l'université américaine de Beyrouth), Abdullah Ihsan Kamil, Jaafar Allawi, Mohamed Makkiya, Saïd et Ali Madhloom, tous sortent de Liverpool ; Hazim Namiq et Qahtan Madfai de Cardiff ; Rifat Chadirji de la Hammersmith School de Londres ; Hamid Rashid du Caire ; Qahtan Awni et Hazim al-Tek de Berkeley, Hisham Munir du Texas, etc. En 1957, une commande de l'État irakien est passée à plusieurs architectes de renommée mondiale pour des équipements prestigieux. Certains sont restés à la phase de projet, comme un opéra et une cité des loisirs par l'Américain Frank Lloyd Wright, un musée par le Finlandais Alvar Aalto ou un centre civique par le Néerlandais Willem Marinus Dudok, mais d'autres ont été construits et sont encore en fonctionnement. On citera notamment l'immeuble du ministère du Plan, réalisé par l'Italien Gio Ponti, l'université de Bagdad, dessinée par l'Allemand Walter Gropius et terminée par

Les principaux quartiers de Bagdad



Les « dangers » de la reconstruction



1



2



3



4

1 La première maison « moderne » de Bagdad, de style Bauhaus, construite en 1936.

2 Ambassade du Vatican, rue Saadoun. Les barrières de béton ont été enlevées et remplacées dans le désordre, si bien que l'inscription calligraphiée n'a plus aucun sens.

3 Dans la rue Rashid, jadis l'artère chic de la ville, aucune protection légale n'empêche les élégantes façades d'être défigurées par l'aluminium chinois.

4 En plein centre-ville, les hauts murs de béton sont devenus un « mobilier urbain » habituel.

le collectif TAC de Boston, le gymnase de Le Corbusier, élément d'une cité sportive conçue dans les moindres détails par l'architecte franco-suisse, finalement partiellement réalisée en 1980 par l'un de ses collaborateurs quinze ans après sa mort.

Une dégradation sévère, une ville fragmentée

Jusqu'à l'année 2010 environ, la Bagdad que nous venons d'évoquer survivait. Mais elle est en train de s'altérer au point de risquer de disparaître sous la pression d'une conjuration de facteurs aggravants, certains d'ordre structurel ou culturel, d'autres relevant de conjonctures négatives qui ne cessent de s'accumuler depuis les années 1980.

D'une part, comme ailleurs dans la région, le patrimoine moderne subit une forte concurrence du patrimoine archéologique. On se mobilise pour l'Irak en tant que « berceau de l'humanité », et non en tant que conservatoire d'une architecture coloniale et autochtone, fût-elle remarquable. La seule loi de protection existante (de 2002) ignore la notion de secteur sauvegardé et ne couvre que des bâtiments de plus de deux cents ans ou des sites considérés comme lieux de mémoire. Les universitaires locaux

sont pourtant conscients qu'ils détiennent un *turath* (patrimoine) moderne d'une grande valeur, mais ils sont très isolés, voire marginalisés. Le pays s'est en effet littéralement vidé de sa substance vive avec l'exode quasi ininterrompu de la classe moyenne instruite pendant près de trente ans : guerre contre l'Iran, embargo, conflit de 2003, guerre civile entre 2005 et 2008, et cela continue depuis que les élections législatives de 2010 ont vu se renforcer l'exclusivisme confessionnel, la main de fer sur le plan politique et l'austérité sur le plan des mœurs.

Selon l'Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI, en anglais), citant en 2008 l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 84 % des établissements d'enseignement supérieur auraient été pillés en 2003, 40 % des professeurs d'université auraient quitté l'Irak depuis 1991, 200 auraient été assassinés entre 2005 et 2008, et parmi ceux qui restent, seuls 7 % auraient été formés dans la matière qu'ils enseignent. Dans un tel contexte, le souci du patrimoine passe à l'évidence loin après des priorités plus flagrantes, comme le manque d'électricité ou d'eau potable et la carence générale des services publics.

De surcroît, en dépit des discours officiels, l'insécurité demeure et contribue à décourager les initiatives pratiques pour reconstituer l'espace urbain. En avril 2007, les Américains ont mis en place, avec le plein accord des autorités irakiennes, une *walling*



Des centaines de kilomètres carrés de ville plate et verdoyante, comme ici à Azamiya.

© Caecilia Pieri

strategy sous forme de hauts murs de béton en forme de « T » renversé (d'où leur nom de « T-walls »), initialement conçus pour séparer des communautés hostiles après plus d'un an de violences urbaines et de déplacements forcés de populations, qui visait à démanteler les quartiers mixtes pour contrôler des territoires devenus identitaires et homogènes.

De nos jours, le long des grandes artères, les *checkpoints* les plus lourds ont certes été en partie levés, symboliquement, au départ des Américains en décembre 2011. Mais pour lutter contre les risques liés aux kidnappings et aux voitures piégées, les conseils municipaux ont installé de nouveaux « T-walls » qui bloquent la plupart des rues à une extrémité, tandis que l'autre est contrôlée par un ou plusieurs gardes. Autre élément oppressant, de multiples groupes politiques, religieux ou privés obtiennent des dérogations pour privatiser des rues, voire des îlots entiers. Comment le citoyen lambda pourrait-il concevoir le désir de restaurer un patrimoine auquel il n'accède plus, ou peu, puisque la liberté de circulation est restreinte *de facto* aux nécessités de la vie quotidienne, et que l'urbain ne reflète pratiquement plus aucun consensus collectif ? En décembre 2007, le quotidien américain *The Christian Science Monitor* parlait d'une agrégation de « mini-green zones », toujours d'actualité (1). Sectorisée depuis 2007 par cette *walling strategy*, Bagdad, jadis fluide et relativement mixte, est devenue une ville fragmentée où l'on vit replié essentiellement dans son milieu d'origine.

Une reconstruction en désordre

Faute d'intérêt civique général, les intérêts particuliers sévissent. Des bâtisses somptueuses sont laissées à l'abandon pour pouvoir être rasées. Car si le salaire moyen plafonne à 12 000 dollars annuels (en 2012), les prix de l'immobilier,

eux, s'envolent : de 1 000 à 1 500 dollars le mètre carré dans les quartiers les plus populaires et excentrés, comme Sadr City, cela grimpe entre 2 000 et 4 000 dollars dans le premier cercle au-delà de l'hypercentre (par exemple, le quartier Zeiouna, près du gymnase de Le Corbusier), pour atteindre 7 000 à 10 000 dollars pour les plus cotés, comme la zone Karrada-Abou Nuwas-Jadriya, voire 20 000 dollars sur l'avenue Karrada elle-même (2).

Parallèlement, la réhabilitation de la rue Rashid, l'artère jadis chic du cœur de Bagdad, piétine pour cause de litige entre l'entreprise et la mairie, et les maisons s'écroulent. D'une manière générale, le centre se « tertiarise », phénomène courant quand les populations s'exilent, car les anciennes demeures bourgeoises, vides, sont louées, éventrées, cloisonnées en

entrepôts ou en débarras. D'un côté, on transforme à tout va : avec ses façades criardes en Alucobest chinois clippé, un produit peu cher dont l'emploi ouvre des avantages fiscaux, le centre de Bagdad évoque par endroits les pires sorties de villes des années 1970. Un peu partout, l'anarchie des volumes, hauteurs et matériaux hétéroclites de la (re)construction privée contribue à enlaidir les rues. De l'autre, la « taudification » se propage au centre du fait d'une migration interne massive de ruraux pauvres. La municipalité a pourtant lancé des concours d'urbanisme dont certains comprennent de la réhabilitation, mais cela ne concerne que des quartiers péricentraux : Kazimiya, Sadr City, Azamiya, Camp Rashid. Le plan directeur « Bagdad 2030 », lui, a été confié à une agence libanaise qui a peu de relais sur place.

Bagdad est néanmoins « capitale arabe de la culture » en 2013. Parmi les manifestations officielles du ministère irakien de la Culture, un colloque, organisé en collaboration entre l'Institut français du Proche-Orient, l'ambassade de France en Irak, l'université de Bagdad et l'UNESCO, a été organisé en avril 2013. Son intitulé est : « L'architecture de la modernité à Bagdad. De Le Corbusier aux pionniers irakiens ». Sur ce sujet précis, c'est une première pour les pouvoirs publics. Or, dans un pays où les mécanismes de décision sont encore largement centralisés, ce n'est pas neutre. Opération paillettes ou amorce d'une inversion de tendance ? Il est trop tôt pour en juger. ■

CAECILIA PIERI

NOTES

(1) Sam Dagher, « Baghdad safer, but it's a life behind walls », in *The Christian Science Monitor*, 10 décembre 2007. Consultable sur : www.csmonitor.com/2007/1210/p01s04-wome.html

(2) Chiffres de la Mission économique de l'ambassade de France en Irak, en date du 21 février 2013.

